

## AUTOUR DE MAI 1972 : LA QUESTION DU POUVOIR

ANDRE RASOLO

Mai 72 a fait date dans la brève histoire de l'indépendance de Madagascar à travers le processus de changement qu'il a déclenché : chute de l'Etat PSD, dénonciation de l'hégémonie française, émergence d'une nouvelle génération d'hommes politiques, premières expériences de l'armée au pouvoir, mise en place d'un nouveau système culturel, poussée des forces nationales vers la gauche en dépit des ambiguïtés du régime des militaires. En créant un nouveau paysage politique, il a provoqué, comme tout mouvement de transformation sociale, un désarroi, un élan d'espérance, une amertume.

Cette étude ne se limite pas à dégager les conditions déterminant l'explosion du mouvement ainsi que les idées-forces qu'il a véhiculées. Il ne s'agit pas de sublimer l'histoire, encore moins de la raturer, mais de révéler les faits tels qu'ils sont, d'analyser les phénomènes sociaux comme des « choses ». Sans tomber dans une simple retranscription idéologique ni du discours du pouvoir, ni du discours des militants, mon approche veut donner une connaissance des faits. Le dépérissement de l'Etat PSD suivi de l'instabilité de l'Etat nouveau situe les problèmes de fond de cette période autour du pouvoir à la fois divisé au sein du parti dominant, contesté par le soulèvement scolaire et récupéré par les officiers supérieurs.

Enfin, dois-je souligner le caractère délicat de ce thème ? D'une part, la plupart des hommes, acteurs importants de cette période, sont encore en vie ; et d'autre part les conséquences des bouleversements sociaux sont encore en cours d'évolution. Mais peut-on écrire l'histoire immédiate sans prendre des risques ? Risques de ne saisir que partiellement la dimension de l'histoire et donc de présenter un travail incomplet. Mais aussi risques d'être mal compris et donc d'être jugé à priori comme un adversaire politique.

Cette façon de tout ramener à la politique est un facteur de stérilisation de la production intellectuelle. Devant ce glissement rapide du « terrain » de la recherche vers celui de la lutte partisane, des chercheurs malgaches préfèrent garder le silence sur la vie politique et économique présente. La signification de ce silence traduit moins leurs inhibitions que leur peur d'être « impliqués ». Cette étude voudrait contribuer à briser ce mutisme.

## I : LE PSD MIS À L'ÉPREUVE

Les années précédant la chute du Président Tsiranana ont souvent été qualifiées de « fin de règne ». L'image d'un régime dont le contrôle échappe progressivement au Président diminué par la maladie et tenu à l'écart des vrais problèmes par un entourage obséquieux, rend parfaitement compte de l'atmosphère qui prévalait alors.

Pourtant, les signes avant-coureurs du déclin ne manquèrent pas. Parmi eux, on retiendra surtout des choix politiques de plus en plus inadaptés aux réalités économiques ; les dissensions au sein du parti gouvernemental entre personnalités irréductiblement opposées entraînant la paralysie du pouvoir ; une insurrection armée de la paysannerie du Sud exaspérée par la misère et les exactions dont elle est victime.

### *LES OPTIONS POLITIQUES DE L'ÉTAT PSD :*

La politique économique est d'inspiration ouvertement capitaliste, en dépit des velléités social-démocrates du régime. Le Président ne déclarait-il pas devant le Parlement, à la fin de l'année 1969 : « nationaliser c'est voler. Le gouvernement ne vous volera jamais » ? Les mesures prises depuis l'indépendance ont surtout permis d'assurer la transition entre le colonialisme de traite et un néo-colonialisme industriel et minier. Avec une insistance sur les industries de substitution aux importations, qui ont permis de réaliser un score respectable dans le développement industriel, dont le taux de croissance annuel s'est élevé à 15 % entre 1960 et 1972. Parallèlement le pourcentage des activités industrielles dans le PIB est passé de 5,2 % en 1960 à 8,80 % en 1966 et à 14,6 % en 1972. (1)

Malgré tout, l'éloignement géographique et la rareté des ressources inventoriées ont freiné l'expansion d'entreprises nouvelles, les plus notables étant l'exploitation des chromites d'Andriamena, la Cotonnière d'Antsirabe et la Sucrierie de Mahavavy. D'autres projets étaient pourtant évoqués, qui ne manquaient pas d'aiguiser l'appétit des milieux d'affaires étrangers. Deux d'entre elles méritent d'être rappelées, tant elles reflètent l'ambiance qui régnait alors.

La première est « l'affaire des Grands Moulins de Dakar », qui possédaient depuis 1964 le monopole de fait des importations malgaches de farine. Cette société proposa en 1969 d'exploiter les ressources forestières du Nord-Est de l'île en contrepartie de la construction d'une minoterie à Toamasina et d'un chai à vin. Alors que le gouvernement avait accepté les conditions posées, l'opinion publique s'en émut et la presse d'opposition faisait campagne contre l'accord. La

---

(1) Chiffres cités par INDRIANALA Hugues, *Civilisation des pays du Tiers-Monde* (Algérie, Vietnam, Madagascar) ronéo, Antananarivo 1977, p. 172.

critique la plus sévère parut dans un pamphlet, « Dix ans de République », dont l'auteur, Edouard Chapuis, fut condamné à dix mois de prison ferme. Sans doute pour éviter que n'éclate le scandale, le gouvernement s'inclina : il mit fin au monopole d'importation de farine panifiable et renonça à la mise en valeur forestière par les Grands Moulins de Dakar.

La seconde affaire concernait la construction d'un port en eau profonde pour ravitailler et réparer les pétroliers géants de la « route du pétrole » entre le golfe persique et l'Europe. Madagascar, disposant au Nord-Ouest de l'île, de la baie en eau profonde de Narinda, le site concurrent de Nakala (Mozambique) fut abandonné ; quant à l'Afrique du Sud, elle renonça pendant la même année 1971, à aménager dans la rade du Cap un bassin géant destiné aux pétroliers de plus de 200 000 tonnes. Outre la construction d'une cale sèche pour navires de plus de 500 000 tonnes, le projet de Narinda comprenait aussi l'ébauche d'une zone industrielle avec une cimenterie, une zone franche... Coûteuse, l'opération devait être financée conjointement par la Grande-Bretagne, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Afrique du Sud et des organismes internationaux, tel que le PNUD. Fort mal reçu par l'opinion, en raison de l'importante participation que s'y adjugeait l'Afrique du Sud, le projet de Narinda ne survécut pas à la chute de TSIRANANA en 1972.

En politique extérieure, les perspectives sont moins confuses qu'à l'intérieur. Mais les options prises entraîneront le pays dans un alignement étroit aux Etats capitalistes. Trois thèmes domineront les années précédant la rupture de 1972 : un attachement viscéral à la France, et la crainte de se voir abandonné par Paris ; une ouverture croissante à l'Afrique du Sud ; la brouille avec les Etats-Unis.

Les relations avec la France soulèvent l'épineuse question des accords militaires et de l'implantation de bases aériennes d'Ivato (à côté de l'aéroport international de la capitale) et maritime de Diégo-Suarez. Si des voix se font entendre pour exiger la révision de ces accords, d'autres voix plus modérées souhaitent l'engagement d'une négociation à long terme.

Significatifs de cette modération, les propos de Monsieur ANDRIAMAN-JATO Richard, leader du Parti AKFM : « En matière de défense, un dégagement s'impose de la part de la France. L'aviation française devrait évacuer la base d'Ivato... On pourrait, en revanche réserver le cas de la base navale de Diégo-Suarez et en discuter ultérieurement » (1) Il va de soi que cette inquiétude était plus fortement ressentie encore de la part des autorités. Déjà en juillet 1968, lors d'une visite impromptue à Paris, TSIRANANA s'était alarmé de la réduction de l'aide française pour Madagascar.

Les appréhensions ne seront totalement dissipées que deux ans plus tard, lorsque le Président POMPIDOU fera connaître son intention d'effectuer une visite officielle à Madagascar (qui n'aura pas lieu, on s'en doute). Commentant

---

(1) Déclaration au *Monde*, 3/6/71.

cette décision, Jacques RABEMANANJARA, Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères, déclarait : « Nous en sommes d'autant plus heureux que le départ du Général de Gaulle avait fait naître en nous des appréhensions sur la permanence de la politique qu'il avait instaurée entre nos pays et la France, appréhensions d'autant plus justifiées que les crédits accordés dans le budget français à la coopération avec les anciennes colonies françaises apparaissaient en diminution. Maintenant, nous sommes rassurés ».

L'un des chapitres les plus surprenants de la politique étrangère d'Antananarivo avant la chute de TSIRANANA fut le spectaculaire rapprochement avec Prétoria. Alors que l'OUA mettait l'Afrique du Sud au ban des nations en raison de sa politique d'apartheid, Madagascar ne trouvait rien de mieux à faire que d'intensifier sa collaboration avec elle. Du 19 au 21 novembre 1970 est signé à Antananarivo le premier accord économique entre Madagascar et l'Afrique du Sud, par le Ministre Sud-Africain des Affaires Etrangères, Monsieur Hilgaard Müller.

Le dernier trait notable de la diplomatie malgache de cette période fut la brouille avec les Etats-Unis. L'origine lointaine pourrait en être la crainte de certains milieux français de voir l'influence de Paris supplantée par celle de Washington, à qui l'on attribuait notamment des visées sur la base de Diégo-Suarez. La crise éclata le 31 mai 1971, lorsque TSIRANANA fit allusion à un complot fomenté par certains Malgaches et l'Ambassade d'une puissance « au colossal potentiel économique » dont les ingérences auraient été établies par des « preuves irréfutables ». Après l'arrestation du 2ème Vice-Président André RESAMPA, le 1er Juin (ce fut, on le verra, une péripétie de la rivalité des factions et de la course à la succession ouverte par la maladie de TSIRANANA), il devient clair que la puissance visée était les Etats-Unis.

L'AKFM dans un communiqué du 8 Juin 1971 demande « que soient abrogés les accords entre les gouvernements malgache et américain concernant l'installation de la NASA à Imerintsiatosika. En effet, cette station, sous le couvert d'activités scientifiques, fait partie des projets militaires de l'impérialisme américain dans cette région de l'Océan Indien, tel le pacte de l'Atlantique Sud... L'AKFM demande que le contrôle le plus strict soit effectué sur les déplacements de tous les Américains qui entrent dans le pays, quelles que soient les activités qu'ils déclarent, y compris les activités religieuses. Il demande aussi la fermeture du Centre Culturel Américain ». L'affaire se solda, quelques jours plus tard, par le rappel de l'Ambassadeur des Etats-Unis et le départ de cinq fonctionnaires de l'Ambassade, à la demande des autorités malgaches ; quant aux preuves du « complot », elles ne furent jamais divulguées.

## LES LUTTES AU SEIN DU PSD :

Les impulsions désordonnées et les contradictions que l'on a pu déceler dans les politiques économiques et extérieures ne sont pas l'effet du hasard. Elles reflètent la paralysie d'un régime dont le chef est affaibli par la maladie, et dont les « barons » sont plus préoccupés par la course à la succession que les affaires nationales.

Le vide du pouvoir est la première évidence. Physiquement d'abord, par l'absence prolongée du Président pendant les cinq premiers mois de 1970. Déjà victime d'un grave malaise en 1966, et placé sous surveillance médicale depuis lors, le Chef de l'Etat subit une attaque d'hémiplégie en janvier 1970 à Yaoundé où il participait à la Conférence de l'OCAM. Hospitalisé à Paris, il ne regagna le pays que le 24 mai suivant.

Dans l'intervalle, le gouvernement s'était contenté d'expédier les affaires courantes, sous la molle responsabilité de Calvin Tsiebo, coordonnateur de l'action gouvernementale. Ce dernier se trouvait dans l'incapacité de jouer le rôle conciliateur que tenait efficacement le Président, entre les deux fortes personnalités rivales de Monsieur André RESAMPA, Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Secrétaire Général du Parti, et Monsieur Jacques RABEMANANJARA, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères.

Le vide politique se manifestait également, de façon plus latente, par la carence du Parti gouvernemental. En effet, le PSD représentait moins une organisation politique qu'un instrument du pouvoir : à la fois administration parallèle, police politique et passage obligé pour faire carrière et bénéficier des avantages du pouvoir. A cet ensemble hétéroclite, seuls l'autorité de TSIRANANA et l'exercice du pouvoir donnaient une apparence d'unité.

L'effacement forcé du Président allait laisser libre cours aux rivalités et aux ambitions. Les rivalités entre prétendants vont se cristalliser dans l'opposition conjuguée contre le dauphin présumé qu'était alors André RESAMPA, l'« homme fort » du régime. A l'issue des élections législatives du 6 septembre 1970 (qui avaient consacré le statu-quo : 104 sièges au PSD, 3 des 5 sièges de la capitale à l'AKFM), TSIRANANA avait procédé à la constitution d'un nouveau gouvernement. Sans doute conscient de son incapacité à assumer toutes les responsabilités de sa charge, il nomma quatre vice-présidents du gouvernement, reponsables chacun d'un ensemble de Ministères, et dont l'ordre de nomination était celui dans lequel ces vice-présidents seraient appelés à exercer provisoirement la fonction de Président de la République. Il s'agissait, dans l'ordre, de Messieurs RESAMPA, TSIEBO, RABEMANANJARA et MIADANA. Ce qui revenait à désigner implicitement le premier vice-président comme le successeur éventuel.

La riposte n'allait pas tarder, et aboutira en deux étapes à l'élimination de RESAMPA — la « dérésampisation » —, a-t-on pu dire ironiquement dans la capitale. Dans un premier temps, TSIRANANA procéda, le 18 Février 1971, à la dissolution du gouvernement formé en octobre précédent pour reprendre les

mêmes, avec quelques permutations de porte-feuille. Et, surtout, deux changements majeurs concernant Monsieur André RESAMPA : celui-ci dut abandonner son porte-feuille de Ministre de l'Intérieur au profit du Président TSIRANANA lui-même, pour se voir confier celui de l'Agriculture, et se vit rétrogradé au second rang des quatre vice-présidents, Monsieur Calvin TSIEBO devenant premier vice-président et donc successeur du Président de la République en cas de vacance du pouvoir. La crise était ouverte !

André RESAMPA n'en demeurait pas moins Secrétaire Général du PSD. La deuxième étape de son élimination eut lieu lorsque le bureau exécutif du Parti remit, le 25 mai 1971, sa démission collective au Président TSIRANANA, fondateur du PSD. Ainsi pourrait-il être légalement écarté de sa fonction dirigeante, le Congrès National pouvant seul nommer ou démettre les membres du bureau exécutif en temps normal. Moins d'une semaine plus tard, le 1er Juin, RESAMPA fut arrêté à l'issue d'un Conseil de Cabinet et démis, par décret, de « toutes ses fonctions précédentes ». TSIRANANA, qui avait fait état la veille d'un complot, accusait alors RESAMPA d'être de connivence avec une grande puissance pour renverser le régime. Transféré peu après à l'île Sainte-Marie, l'ancien dauphin restera assigné à résidence pendant plus d'une année, sans aucun jugement. Il sera libéré le 8 Juin 1972 par le nouveau Chef du Gouvernement, le Général RAMANANTSOA. A cette occasion, le Président déchu reconnaîtra que « le prétendu complot avec une puissance étrangère n'existait pas... »

La destitution de RESAMPA s'explique par la coalition contre lui de ses rivaux qui ont su profiter de la crédulité du Président pour le discréditer. C'est la thèse que lui-même a retenue. « En 1970, le Président de la République a fait une déclaration comme quoi il me nommait premier vice-président parce que j'étais jeune, parce que j'étais dynamique, parce que j'étais l'avenir du pays. Que Ministre de l'Intérieur et Secrétaire Général du Parti, je sois aussi nommé premier vice-président, ce fait va évidemment faire peur à beaucoup de gens. Et on me considérait déjà comme dauphin. Donc dès ma nomination comme premier vice-président, il s'est constitué au sein du PSD ou plus exactement parmi les grands camarades du PSD un comité qui avait pour but de m'empêcher de devenir dauphin... »

Mais derrière les querelles de personnes, la succession officiellement ouverte de TSIRANANA risquait d'entretenir de nouvelles options politiques si RESAMPA l'emportait. Ce dernier ne cachait pas sa préférence pour une ligne à la fois plus socialisante et plus nationaliste ; partisan d'un relâchement des liens avec la France, il aurait disposé pour ce faire de l'appui de la bourgeoisie nationale, qui aurait pu, du même coup, tempérer certains aspects jugés par elle trop socialistes dans son programme. Trop craint pour être populaire, RESAMPA apparaissait cependant comme la seule alternative légale. Ce que n'admettaient pas les partisans du maintien d'une coopération privilégiée avec la France, et défenseurs des intérêts privés étrangers. Regroupés autour de Jacques RABEMANANJARA, ils réussirent à circonvenir le Chef de l'Etat et à le convaincre du prétendu complot RESAMPA.

Loïn de contribuer à l'assainissement de la vie politique, la disgrâce de RESAMPA révéla au contraire toute la gravité de la crise du régime qui couvait depuis quelques années. Elle a pris la forme d'un clivage nouveau entre ce qu'il était convenu d'appeler le PSD du Nord et le PSD du Sud : Cette rivalité était virulente au point de faire passer au second plan le clivage schématique Hauts-Plateaux - Côtes. Au cœur du PSD du Nord le «clan Tsimihety» où l'on trouve notamment Messieurs NANY (Président de l'Assemblée Nationale), Victor MIADANA (Ministre des Finances), RASIDY (Information), RAMAHAVITA (Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, après le départ de RESAMPA) ; bien qu'originaire de la Côte Est, Jacques RABEMANANJARA se rattachait à ce groupe pour lequel il faisait figure de leader. Quant au PSD du Sud, il se composait d'André RESAMPA et de ses amis politiques particulièrement influente au sein du Parti, du Ministère de l'Intérieur et des Forces Républicaines de Sécurité.

L'impossibilité pour le Parti gouvernemental de refaire son unité se trouvait aggravée par l'absence de toute alternative politique crédible. Le seul Parti d'opposition structuré, l'AKFM, était trop marqué par son origine et son implantation Merina. Le MONIMA dissous, aucune autre formation de gauche n'avait de dimension nationale. Restait l'armée : réputée apolitique, elle était dirigée par le Général RAMANANTSOA, dont le légalisme excluait une épreuve de force. La détérioration économique et sociale constatée à partir de 1970 reflétait autant la paralysie du régime que l'incapacité du système à surmonter les contradictions de la voie choisie.

Dans ce contexte d'incertitude et de crise latente, rien n'est plus surprenant que l'inconscience des dirigeants. Totalemeht coupés du pays réel, ils ne mesurent absolument pas le péril, comme en témoigne la lettre envoyée par le Ministre d'Etat Jacques RABEMANANJARA au journal *Le Monde*. «L'observateur impartial, qui vit dans ce pays, ne saurait en conscience y parler de crise... Il n'y a pas non plus de césure entre le pays légal et le pays réel : le meilleur démenti réside dans la confiance manifestée au gouvernement par les populations accablées par les cyclones successifs ; les protestations émouvantes de fidélité et de confiance, exprimées au Président dans les pires circonstances, pulvérisent cette affirmation... Jamais, au contraire, les populations n'ont autant participé à la vie publique et elles ont montré leurs satisfactions par le déchainement d'enthousiasme, frisant le fanatisme, qui marquait chaque étape des tournées présidentielles, aussi bien dans le Sud, le Nord que sur les Hauts-Plateaux» (1)

Le 30 Janvier 1972, les populations «satisfaites» réalisaient le Président TSIRANANA à 99,7 % pour un nouveau mandat de sept ans. Cent jours plus tard, la pression populaire obligeait le «père de l'indépendance» à céder la place au profit du Général RAMANANTSOA. Mais déjà en avril 1971, le soulèvement paysan dans le Sud avait commencé la phase finale de l'achèvement du régime.

---

(1) Lettre de Monsieur Jacques RABEMANANJARA au Monde, 10/3/71

## UNE INSURRECTION VIOLEMMENT REPRIMEE

Complot maoïste pour les uns, action subversive du MONIMA + RESAMPA + CIA pour les autres, soulèvement sauvage à coloration tribale pour certains, la révolte du Sud explosait face à la misère, la sécheresse et la famine qui minaient cette région oubliée.

La nuit du 1er au 2 Avril 1971, dans différentes localités (Ampanihy, Ambovombe, Amboasary, Bezaha...), les postes de gendarmerie, les résidences des sous-préfets, la caserne du service civique sont attaqués. Le 6 Avril, TSIRANANA a donné l'explication suivante à la radio : « Cette petite guerre, c'est plutôt une révolte du Sud. Cette chose-là est venue de MONJA JAONA. C'est lui qui a commencé. Il a abusé des gens crédules. Il était allé dans les pays communistes, il a été en Europe de l'Est, il a été, je crois, en Chine. Alors il fait lui-même ce que font d'habitude les communistes : tuer, tuer, tuer ! (1) C'est là que MONJA JAONA veut faire chez nous : tuer ses compatriotes au moment où à Antananarivo, tout le monde allait discuter du Plan... Tuer au lieu de discuter...

Le trouble se termine, mais l'Etat demeure plus vigilant que jamais, et c'est pourquoi il continuera à renforcer ses effectifs de sécurité dans les régions du Sud. La police et la gendarmerie ont la situation bien en main... L'ignominie des dirigeants du MONIMA dans la province de Tuléar soulève une vive indignation ».

Un communiqué du 15 Avril dressa le bilan officiel : « Du côté des militants MONIMA 45 tués, 847 arrêtés, 990 blessés et du côté des Forces de l'ordre, un mort et 2 disparus ». Le journal catholique *Lumière* contesta ce chiffre et écrivit qu'à la date du 16 avril 1971, il y avait environ 1 000 morts.

Le 23 Avril, MONJA JAONA est arrêté. Il revendique seul le responsabilité totale du « soulèvement ». Quant à l'existence d'aides extérieures communistes, il explique à un journaliste du Monde : « Nous sommes Malgaches et nous avons agi seuls. C'est un mensonge d'affirmer que le MONIMA a été poussé ou aidé de l'extérieur. Nous n'avions pour toutes armes que des pierres, des bâtons, des coupes-coupes, des sagaies... Je suis nationaliste depuis ma naissance. Je ne suis pas communiste ». (2) Si telle est la position de MONJA JAONA vis-à-vis des forces étrangères, celle de TSIRANANA en différerait totalement. En effet, lors de sa tournée dans le Sud du 10 au 18 Mai, il a rencontré MONJA JAONA à qui il expliquait que « nous sommes en mesure d'anéantir, avec l'aide de nos amis français tous les ennemis qui oseraient envahir le sol national ».

Jugées coupables d'« avoir participé à des actions subversives en préconisant la désobéissance aux lois et règlements, et en provoquant par de fausses nouvelles, le mécontentement de la population, et d'avoir provoqué des mani-

---

(1) Un communiqué officiel du 5 Avril indique que « MONJA JAONA avait assuré à ses partisans, qu'un navire communiste chinois débarquerait de l'armement et des munitions, ainsi qu'un certain nombre d'experts militaires ».

(2) Le Monde, 8/5/71



festations armées sur la voie publique» 454 personnes (1) sont assignées à résidence fixe selon un décret daté du 27 Avril.

La répression d'en haut, menée par la Gendarmerie sous la direction du Colonel RATSIMANDRAVA, renforçait la répression locale déjà organisée par les Chefs de l'administration du Sud (et motivée souvent par les vengeances personnelles). Le MONIMA est dissous, mais l'image paternelle du pouvoir en sort également terni. Le régime perd sa crédibilité. Contrairement à l'insurrection de 1947 ce sont les Malgaches au pouvoir qui, cette fois-ci, fusillaient d'autres Malgaches comme eux.

«Pleure, ô mon pays, car les parents des morts de Tuléar ne peuvent plus pleurer, eux...

«Pleure, ô mon pays, car un gendarme a fusillé une fillette qui pleurait sur le cadavre de son père...

«Pleure, ô mon pays, car ce sont les chiens qui se disputent maintenant les cadavres... (2)

### LES POINTS DE VUE :

La thèse soutenue par TSIRANANA lors des «Journées Nationales de Planification et du Développement» à Ankorondrano du 15 au 25 avril 1971 se contente de décrire la situation sociale tout en justifiant par un aveu la position compréhensive du pouvoir.

«Certes, MONJA JAONA n'a fait qu'exploiter un mécontentement, un malaise dû aux conditions climatiques pénibles, et à des griefs divers contre l'administration accusée de ne pas acheminer correctement les secours en temps de cyclones ou de sécheresse, ou d'exactions lors de la collecte des impôts...»

Cette thèse enveloppe deux idées. Premièrement, la reconnaissance officielle d'un «mécontentement» social et des exactions des autorités. Deuxièmement, la dénonciation implicite du Chef d'Etat contre le responsable direct de l'administration, son ancien Ministre de l'Intérieur, André RESAMPA.

En fait, TSIRANANA voulait en dernière analyse, associer RESAMPA et MONJA JAONA dont l'objectif commun aurait été de renverser le régime, RESAMPA avec l'aide des Américains, MONJA JAONA avec celle des Chinois.

Jusque là reconnu pour son bon sens solide, TSIRANANA, en associant ainsi RESAMPA et MONJA JAONA, laisse transparaitre ou bien son état de coupure totale avec le réel ou bien son impuissance intellectuelle à gouverner. Dans les deux cas, il se présente comme n'étant plus lui-même, répétant sans discernement, les discours de salon de ses conseillers politiques.

---

(1) Chiffre donné par le pouvoir public.

(2) Tract distribué à Antananarivo, le 15 Avril 1971.

Donnant une dimension économique et politique à l'insurrection d'Avril, MONJA JAONA l'analyse en ces termes : «La libération des masses ne pourra se réaliser que par l'exercice effectif de tous les pouvoirs par elles-mêmes. La misère des paysans comme l'absence des débouchés pour les jeunes ne pourront être résolus que par l'accès libre de tous à l'utilisation des moyens de production. Le mouvement des masses de 1971 exprime donc les aspirations profondes du peuple de ce pays ; ce mouvement a mis à nu le caractère oppressif et autoritaire du régime politique en place. Les rapports de domination et d'exploitation subis quotidiennement par les masses n'étaient plus masqués par une propagande de justification et de mystification» (1)

Monsieur ANDRIAMANJATO Richard; au nom de l'AKFM, dans une interview au *courrier de Madagascar* du 6 avril 1971 s'élève vivement contre la violence : «Nous condamnons toute violence, d'où qu'elle vienne» a-t-il déclaré. Chef de file du Parti de l'opposition, le Pasteur se range cette fois-ci du côté de TSIRANANA et présente l'AKFM comme un parti de l'ordre.

Pour la défense de l'ordre, Monsieur ANDRIAMANJATO pousse son analyse plus loin «je n'exclus pas une forme de provocation américaine car depuis longtemps déjà les USA se sont efforcés d'orienter Monsieur MONJA JAONA sur la voie de la violence... Où le MONIMA aurait-il pu se procurer de l'argent ?... On ne peut écarter à priori un désir profond de créer un climat d'insécurité pour profiter de la confusion, éliminer ainsi ceux qui s'opposent au développement de l'influence américaine à Madagascar et devancer en même temps les maoïstes qui, par l'intermédiaire de quelques intellectuels, s'efforcent de noyauter le MONIMA». (2)

L'hypothèse du pouvoir trouve ici un écho favorable. Mais ce qui mérite d'être signalé, c'est la prise de position systématique de l'AKFM contre l'impérialisme américain sans que soient analysées les contradictions internes de la société malgache. La dénonciation de l'impérialisme étranger permet d'occulter l'exploitation du colonialisme interne.

Dissous, le Parti MONIMA rentre dans l'action clandestine. Des membres du Sud sont tués, incarcérés, ceux des Hauts-Plateaux, surveillés, arrêtés. Ces derniers ont pu distribuer deux tracts qui font la lumière sur deux points : le fait que les insurgés étaient les membres du Sud ne veut pas dire que les autres sections MONIMA s'en soient désolidarisées d'une part ; et d'autre part, le fait qu'il faut enlever à l'insurrection toute interprétation à caractère tribal ou racial.

Le premier tract rédigé en Malgache lance cet appel. «Tous ceux qui sont partisans du regroupement national, doivent former un tout indissoluble à Madagascar. En conséquence, ils doivent rejeter la guerre des clans que TSIRANANA

---

(1) Réalités Malgaches, Juin 1971, numéro saisi par la censure.

(2) Interview au Monde du 5/6/78

veut instituer, et aider tous nos frères du Sud». Cet appel du MONIMA d'Antananarivo s'adresse aussi bien au peuple Malgache qu'aux Membres MONIMA. Au peuple de s'unir pour «déraciner l'esclavage et l'oppression». Aux membres MONIMA de dépasser plus que jamais l'encerclement ethnique pour donner une dimension nationale à l'insurrection. Ajoutons qu'il a dû se produire des tensions à l'intérieur même de l'appareil du parti ; en effet, lorsque l'envoyé spécial du Monde demande à MONJA JAONA si l'action du MONIMA devait s'étendre à Antananarivo, celui-ci sourit : « Les gens d'Antananarivo sont des bourgeois, des gens aisés. Ce sont les paysans pauvres, qui ne pouvaient plus supporter leurs souffrances et leurs misères, qui se sont soulevés. Le Sud seul est en cause... » (1) On sent à travers cette réponse le problème non résolu de la confiance entre le Chef historique MONJA JAONA et ses compagnons de la capitale.

Le deuxième tract rédigé en français met en garde l'ingérence française dans cette affaire. «L'insurrection de 1971 ne ressemble en rien à celle de 1947. Les Français de 1947 remplissaient dans le pays des fonctions politiques très différentes de ceux d'aujourd'hui. En 1971, vous êtes des étrangers dans ce pays. Ce sont des Malgaches qui sont au pouvoir. Parmi vous, les ennemis déclarés du peuple Malgache dans l'insurrection actuelle sont le Général BOCCHINO et PLANTEY, l'ancien secrétaire de FOCCARD.

Cette insurrection n'est pas tribale, c'est une lutte de libération nationale. Ce n'est pas une guerre raciste, c'est l'explosion de la lutte des classes à Madagascar. Vous avez les moyens pour empêcher le gouvernement de votre pays d'envoyer l'armée française contre le peuple Malgache. Nous savons que vous ne voulez pas engager la France dans une guerre de spoliation et d'exploitation de notre pays. Nous comptons sur vous pour agir sur l'opinion française de Madagascar, de France et d'ailleurs».

Bien que le mouvement amorcé par l'insurrection du Sud ait été réprimé d'une façon atroce, il va continuer dans d'autres directions. Les luttes ne vont plus cesser d'ébranler l'Etat PSD qui ne pourra surmonter le mal Malgache.

---

(1) Le Monde du 8/5/71.

## II : LE SOULEVEMENT SCOLAIRE (1)

Lancé par quelques lycéens et étudiants, le mouvement de mai malgache a brutalement gagné tout l'univers scolaire. Mais débordant le cadre de l'enseignement, il a déclenché un grand soulèvement allant jusqu'à renverser les fondements politiques de l'Etat PSD, malgré sa réputation de stabilité. (2)

Acteur important du mouvement mais non pas son animateur (ce rôle reviendra aux écoles secondaires), l'Université domine la colline d'AnKatso baptisée AMBOHITSAINA «cité de la pensée», en bordure de la capitale. Elle voulait être à la fois un laboratoire d'acquisition de connaissances nouvelles et un conservatoire de culture traditionnelle. De cette double fonction traditionaliste se cristallisent des conflits toujours plus ou moins violents : conflit entre ce qu'on appelle «l'universel» et les réalités malgaches, conflits entre «la modernité» et la «tradition», et sur le plan politique, critique des rapports de domination gouvernants-gouvernés, critique de la représentation idéologique du «socialisme au ras du sol» de TSIRANANA. Bouillonnement de vie, d'idées, de contradictions, l'université d'Antananarivo en 1972 voulait faire table rase de tout son passé.

La mesure qui a mis le feu aux poudres fut la dissolution, le 19 Avril 1972 de l'association des étudiants en Médecine de Befelatanana (3), en grève depuis le 6 mars. Ils revendiquent l'égalité de santé, dénoncent la division de formation : docteurs sortis de l'université — médecins formés à Befelatanana. Cette division de formation renforce la division villes — campagnes, soins pour le peuple — soins pour les riches (4)

Le 24 Avril de la même année, les écoles de la capitale ont lancé une grève de solidarité avec les étudiants en Médecine. Auparavant, six mois après la grève universitaire d'Avril 1971, le Ministre des Affaires Culturelles décidait d'instituer un concours national unique pour l'entrée en seconde dans les lycées. «Cette réforme visait à corriger la situation existante dans le sens d'une plus grande démocratisation et d'une meilleure orientation. La situation : 20 000 candidats pour 3 000 places disponibles ; un lycéen ayant 5 fois plus de chance de poursuivre dans le second cycle qu'un élève de CEG, et 22 fois plus de chance qu'un élève de l'enseignement privé. Le concours national allait donc dans le sens d'une plus grande démocratisation puisque les classes de seconde n'auraient plus été réservées à 73 % aux lycéens, ayant bénéficié des établissements les mieux équipés en

---

(1) Pour l'analyse du film des événements : Voir G. Althabe *Cahiers d'Etudes Africaines*, 80, XX-4 : Les luttes sociales à Tananarive en 1972.

(2) Pour un 3ème septennat, le président TSIRANANA est élu le 30 Janvier 1972 avec 99,7 % des suffrages exprimés.

(3) Jusqu'à 1972, les étudiants de médecine ont pris part activement à tout mouvement de résistance coloniale ou néo-coloniale.

(4) Un médecin pour 1618 habitants en ville  
Un médecin pour 21 784 habitants à la campagne.

matériel, en livres et en personnel, et appartenant aux familles les plus favorisées financièrement». (1) Mais cette mesure timide de démocratisation n'a même pas vu le jour. Le 8 Avril, par une simple déclaration radiodiffusée, le premier vice-président TSIEBO l'a purement étouffée.

L'adhésion générale du monde scolaire dans le mai malgache trouve donc son explication dans le rôle primordial de l'école dans la vie de l'élève et dans la société. On pose souvent la question : pourquoi les étudiants qui sont privilégiés et généralement fils de familles aisées se sont-ils révoltés avec une telle violence en 1972 ?

L'erreur fondamentale est de croire que seule la misère, la pauvreté matérielle justifient la révolte. Les jeunes malgaches ont contesté globalement, une école anti-démocratique, une culture importée, une société injuste, et un pouvoir politique conservateur. Peu importe si la formulation de leur pensée est claire ou confuse. Leur refus brutal met en cause la structure de l'école, organe de reproduction des valeurs occidentales.

Parti de l'école, Mai 72 a dépassé le cadre scolaire pour se concentrer sur les conflits sociaux hors de l'école. Il faut dire que l'Etat PSD l'a paradoxalement aidé à franchir ce pas.

## **LE REGIME FACE AU MOUVEMENT**

Le caractère explosif du mai malgache est dû en grande partie à l'incohérence et à l'impuissance du régime politique de TSIRANANA. Un régime où l'on trouve des Ministres plus soucieux de l'opinion du Président sur leur personne que des réalités et intérêts du pays. Un régime qui confond l'unité nationale avec un partage dit «équilibré» des avantages liés au pouvoir entre les notables de différentes régions. Un régime où l'administration est à la fois incompétente et répressive. A la fois «Fanjakana ray aman-dreny» (littéralement pouvoir paternel et maternel) et bête noire de la société. Si le mouvement de mai avait eu en face de lui un gouvernement moins aveugle, il n'aurait pas eu une telle envergure.

Incohérente et aveugle, l'équipe gouvernementale a contribué à sa manière à la montée de Mai 1972. Les Ministres de l'Intérieur et des Affaires Culturelles y ont même joué un très grand rôle. Monsieur JOHASY, Ministre de l'Intérieur, est intervenu officiellement le samedi 6 Mai. Entouré du 1er vice-président de la République et de deux Ministres (évidemment en l'absence du Ministre intéressé, celui des Affaires Culturelles), Monsieur JOHASY a tenu une conférence de presse proposant un programme de réformes harmonisant la formation et l'emploi, préparant les élèves à la vie et non plus aux examens. Fin stratège, Monsieur JOHASY voulait, pour un temps, se ranger du côté des manifestants en reconnaissant presque toutes leurs revendications. JOHASY semblait souhaiter que la grève continue, à condition qu'elle se déroule dans les écoles et à l'université,

---

(1) Etude ronéotypée anonyme, «Ecole et Société».

c'est-à-dire loin de la rue, en dehors des actions sociales. Le durcissement de la grève de cette façon entrainerait l'échec spectaculaire de son collègue au Ministère des Affaires Culturelles. Et avec le temps, la grève elle-même pourrait, ses acteurs devenus las d'entendre la même chose, incapables de redéfinir leurs vrais adversaires.

Monsieur BOTOKEY, Ministre des Affaires Culturelles, voyait les choses autrement. Inconsciemment ou volontairement, il a expulsé le mouvement scolaire dans la rue, le mercredi 26 Avril. Dans un même gouvernement donc, deux Ministres adoptant deux tactiques contradictoires. Monsieur BOTOKEY a invité les jeunes en grève à le rencontrer au terrain de foot-ball d'Alarobia. 30 000 jeunes ont répondu à l'invitation. Sur des centaines de banderoles on lisait «à bas l'impérialisme culturel», «accord de coopération = accords d'esclavage», «non à la dictature de l'Etat», «nous voulons un soin égal pour tous les Malgaches»...

Le dialogue fut impossible sur ce terrain. Les jeunes, forts de leur nombre et de leur solidarité découvrent qu'ils constituent une force dynamique qu'il faut désormais considérer. Monsieur BOTOKEY, maladroitement ou délibérément, a pris l'initiative d'inciter tous les jeunes de la capitale à descendre dans la rue parce qu'ils sont tous concernés. De partout, des réactions se manifestent : appui populaire enthousiaste, refus scandalisé des hommes au pouvoir. «Un monde nouveau nous est né» chuchotent les adultes. Une éclatante victoire de la jeunesse de l'école, mais le chant du cygne de l'Etat PSD.

Forts de leur cohésion, et du large appui de la population, les grévistes occupent le campus universitaire où journellement ils se rassemblent pour s'informer, réfléchir, discuter. Ils lancent un appel aux travailleurs pour préparer ensemble un congrès national populaire. Voulant court-circuiter cette jonction entre travailleurs et scolaires, le pouvoir frappe à la tête. Dans la nuit du 12 au 13 Mai, alors que des dissensions internes allaient faire éclater le comité de grève, ses membres sont arrêtés et envoyés à Nosy-Lava. Au total, on compte 372 déportés. Mobilisés, des milliers de jeunes s'installent devant l'Hôtel de ville, siège de l'AKFM, incendié par les manifestants. Les mots d'ordre sont fermes : «Libérez nos copains», «Enseignés et travailleurs unissons-nous». C'est alors que les F.R.S. (1) ouvrent le feu. Acte d'intimidation ou de panique ? Résultat inattendu pour le pouvoir : les morts ont soudé les vivants dans un sentiment collectif de rejet (2). Le Président, emporté par sa colère a menacé le soir même à la radio : «On tuera, tuera, tuera, autant qu'il faudra : 2 000 Tsak-Tsak, 10 000 Tsak-Tsak, 100 000 Tsak-Tsak ! Tous morts !»

---

(1) Les F.R.S., Forces Républicains de Sécurité, créées par M. RESAMPA, Ministre de l'Intérieur, sur le modèle des C.R.S. Français sont équipées et entraînées par des instructeurs Allemands et Israéliens.

(2) Selon bilan officiel : 34 morts durant les journées du 13-15 Mai

## L'EXPANSION DU MOUVEMENT

S'ils étaient restés dans leur enceinte, les étudiants auraient eu en face d'eux l'administration universitaire et les professeurs dont la grande majorité soutenait cependant leur lutte. Celle-ci se serait réduite à une lutte entre petits diplômés, en rupture avec ceux qui mènent les luttes sociales. L'expulsion du mouvement dans la rue, hors de l'université, était donc une nécessité. Mais si le mouvement s'est généralisé dans la capitale, qu'en était-il dans les autres provinces ? Était-ce seulement une explosion tananarivienne contre l'Etat PSD ? Surgit alors le spectre des antagonismes ethniques ! Le PSD étant l'émanation d'une classe politique composée surtout de « côtiers », la capitale en révolte contre l'Etat entre en conflit direct avec cette élite côtière qui se voit respectée dans leur région d'origine. Cette fameuse équation traumatise tous les professionnels de la politique : l'élite dite « côtière » nourrit un sentiment de persécution tandis que l'élite étiquetée « tananarivienne » se fige dans une peur pathologique. Les vieux ténors de la politique sont tous pris dans le même piège de la politique de race habilement dressée par la colonisation.

En fait si le tribalisme constitue un problème réel, il recouvre aussi d'autres problèmes politico-économiques plus profonds. Mais cette manière de voir sous le problème tribal un clivage déterminé par le rapport de production était encore le fait d'une minorité à cette époque. De la volonté de justice, de la haine des inégalités, ont jailli les forces populaires qui ont fait exploser le mouvement de mai dans toute la Grande Ile.

Les Malgaches condamnaient publiquement la corruption, le népotisme, la « politique du camarade », les pratiques administratives oppressives. Ils ont pris conscience qu'un vide politique enfonceait Madagascar dans le chaos. Ils se sentaient de plus en plus déshérités. Mais ils voyaient auprès d'eux une poignée de Malgaches excessivement riches et puissants, dont le bonheur était fondé sur leur misère. Exploités des Hauts-Plateaux, ou exploités de la côte, ce sont tout de même des exploités. Que peut donc signifier la distinction géo-ethnique Hauts-Plateaux — Côte ? De l'affrontement richesse — pauvreté naissent une conscience d'injustice et un sentiment d'inégalité. Tous se demandent : pourquoi leurs enfants, à l'école, échouent-ils là où les enfants des grands réussissent ? A quoi servent les impôts, l'argent de l'Etat ? A qui profitent tous ces millions d'aide annoncée à la radio ? Pourquoi les « valala tsy mandady harona » (le peuple) ne sont-ils que quantité manipulée ? « Socialisme Malgache, intérêt national », tout cela n'est-il pas un discours inutile pour masquer la véritable nature de la politique foncièrement anti-malgache, anti-socialiste du gouvernement ?

En mai 1972, deux conditions sont remplies : la misère due aux rapports d'exploitation de type féodal, et l'intervention étrangère dans la direction politique du pays. Ceci ne veut pas dire que le mai malgache ait été un mouvement xénophobe. La présence d'étrangers à côté des Malgaches dans tous les lieux et moments les plus durs de la lutte le confirme. Ceux-là ont compris que le mouvement ne visait que les intérêts égoïstes de ceux qui viennent à Madagascar

pour le piller. Ils ont manifesté, eux aussi, selon leur possibilité, contre l'action néo-coloniale de leur pays d'origine. La révélation de toutes ces injustices et inégalités a déclenché des réactions spontanées de refus, réactions de colère visant à détruire le régime qui opprime. Le problème est d'abord vécu comme conflit entre la société globale et le pouvoir politique.

Le peuple, après 60 ans d'expérience d'administration coloniale, a deux attitudes paradoxales face à l'état : d'un côté il hait l'Etat, instrument de répression et de domination, de l'autre, il attend tout venir du « fanjakana ray aman-dreny » moteur de progrès et de prospérité. L'incapacité de l'Etat à résoudre les difficultés, l'impuissance du gouvernement à créer une société plus juste demeurent des causes importantes à la contagion du mouvement parti de la capitale vers toutes les régions de l'Ile.

### **POLITIQUE DE RACE**

C'est ainsi que les deux tentatives de récupération du PSD n'ont trouvé aucun écho positif. Le 8 Mai dans un communiqué, l'organe central du bureau politique PSD « condamne cette grève, source de division et de troubles sociaux.

– Dénonce la politique démagogique des manifestants aveuglant la masse par leur idéologie mensongère et rusée.

– Appelle les 2/3 des élèves contraints à suivre ce mouvement à tenir tête aux organisateurs de la grève, éléments subversifs, issus de la classe privilégiée, jaloux de voir les enfants du peuple sortir petit à petit de leur pauvreté.

– Demande au gouvernement de rétablir le plus vite possible l'ordre, par n'importe quel moyen».

Le 20 Mai, un tract lançait l'ultimatum suivant : « Si Tananarive seule veut destituer le Président TSIRANANA, nous voilà six provinces, excepté Tana-ville, pour attaquer Tananarive. Nous arriverons sans tarder, tous d'accord : Diégo, Tuléar, Majunga, Tamatave, Fianarantsoa, Tananarive hors de la capitale.

Nous invitons l'armée et la gendarmerie à ne pas intervenir comme elles ont fait à Tananarive. Laissez-nous nous affronter les mains nues.

Vous, gens de la radio : « Attention, elle est à nous, majoritaire »

(Signé : Le président du comité anti-grève)

Ceux qui veulent transformer le conflit en un conflit tribal nient la réalité. Le problème est politique, il n'est pas ethnique. Sa solution ne réside pas à un simple constat d'appartenance tribale.

Ceci nous rappelle la vieille « politique de race » du temps colonial. Il faut le préciser. Le 30 Septembre 1946 Marius Moutet écrivait au Haut Commissaire de Coppet : « Il apparaît urgent aujourd'hui de réagir et d'entreprendre une lutte méthodique contre le mouvement Hova... afin de lui ôter cette apparence d'un



caractère national qu'il s'efforce de se donner» (1). Cinq semaines après, Madagascar est découpé en 5 provinces ; procédé administratif permettant de « localiser efficacement l'influence Hova et de donner leur chance aux autres groupes ethniques sur leur propre territoire ». (1) En Janvier 1947, l'analyse de situation du même Marius Moutet constatait qu'« on peut fonder des espoirs sur l'ethnicité à Madagascar, mais non en faire à priori un facteur de succès certain... Les réformes de structures qui viennent d'intervenir ont été décidées dans le but de nous attacher les groupements ethniques, en les libérant de l'emprise Hova possible ». Depuis, les autorités coloniales ont joué la carte PADESM (2) qui, à l'ère de l'indépendance, survit à travers le PSD.

Par ailleurs, comme des leaders de la capitale avaient des comportements influencés par la nostalgie de l'hégémonie merina au temps des rois, selon les circonstances, des PSD au pouvoir flattaient leurs ambitions froissées, exploitaient leur peur. Voilà une tactique qui paye dans l'immédiat, tant l'aspect passionnel de conscience tribale constitue encore, pour la plupart des gens, un facteur capital de leur enracinement dans la communauté.

Issus généralement de la noblesse ou de la grande bourgeoisie, des intellectuels militants d'Antananarivo, malgré leur théorie teintée de marxisme, restaient très marqués par leur éducation familiale. Ils se baignaient dans un « racisme à rebours » non exempt de pratiques réactionnaires. Survivance des clans, survivance des castes chez ces brillants marxistes que leur phraséologie révolutionnaire faisait prendre pour ce qu'ils ne sont pas. Pour eux, l'adhésion verbale au socialisme ne veut pas dire que l'on refuse en réalité toute structure reproduisant toute forme d'exploitation ou de domination. Même les autorités coloniales trouvaient plaisir dans ce jeu « Il faudra trouver et présenter, précise une instruction de décembre 1945, des candidats côtiers. Sur les Hauts-Plateaux, la solution réside peut-être dans un candidat très avancé, par exemple communiste, si du moins on pouvait être sûr de ce parti en matière coloniale ». (3)

## COURANTS DIVERS

En mai 1972, une conscience d'injustice généralisée a pu mettre la société entière en question. Cependant l'unité du mouvement populaire n'avait pas une unité idéologique ni doctrinale, elle n'avait qu'une pratique unique d'action. Le peuple et la bourgeoisie nationale se trouvaient ensemble au même terrain de lutte. Leurs intérêts ne sont pourtant pas les mêmes. Pour les premiers, le seul problème sérieux est celui de la prise en main de la gestion du pays par le peuple.

---

(1) Cité par Alain Spacensky, *Madagascar, 50 ans de vie politique*, Nouvelles Editions Latines p. 57-58.

(2) PADESM : Parti des Dshérités de Madagascar, créé en Juin 1946, recrutant ses membres parmi les notables de la côte.

(3) A. Spacensky, op. cit., p. 37.

Pour les seconds, il s'agit d'expulser les étrangers et les malgaches au pouvoir pour récupérer leurs avantages et leur pouvoir. En d'autres termes, remplacer «les impérialistes étrangers» par la bourgeoisie nationale, changer l'ancienne élite malgache au pouvoir par une nouvelle élite n'ayant pas encore les mains salées. L'alliance peuple et bourgeoisie nationale ne pouvait donc aller au-delà de la lune de miel, ces temps forts où le pays découvre les néo-colonialistes accrochés dans sa chair, et où le peuple se rend compte qu'il ne peut plus supporter ce qu'auparavant il encaissait. De là, la distance entre les discours des leaders du mouvement et le sens réel de la manifestation. Les leaders étaient plus des éveilleurs, des entraîneurs que des dirigeants.

Faute d'organisation politique, le peuple vivait ses problèmes mais n'arrivait pas à élaborer leurs solutions. La jeunesse de l'école voulait au contraire donner des réponses à des questions qu'elle ne s'était pas clairement posées. Le mouvement de Mai, en dénonçant les injustices sociales et culturelles, a annoncé l'avenir sans pouvoir l'organiser.

## 1. - UN MOUVEMENT URBAIN

Parti de la capitale, le mouvement gagnait toutes les villes de provinces et prit ainsi une dimension nationale. C'est un premier aspect du mouvement de Mai malgache ; mais il faut souligner son caractère essentiellement urbain. La campagne, la brousse, sans être mises à l'écart, seront considérées plus tard comme une ouverture indispensable qu'il faut récupérer. Seuls, les instituteurs, les gros propriétaires terriens, les possesseurs des taxi-brousse, les commerçants du village suivaient avec intérêt le mouvement.

Significatif à cet égard, l'envoi des «commandos» de la capitale vers les villes de provinces, et des villes vers la campagne (commandos composés strictement de jeunes scolaires et des instituteurs ayant pour mission d'entraîner la «masse» dans un vaste courant de contestation). Leur mission fut à la fois un succès et un échec. Succès parce qu'elle a éveillé l'intérêt de la masse paysanne qui admirait la sagesse et le bon sens de ces jeunes emportés par la flamme d'un patriotisme raisonnable. Mais échec parce que les paysans se sentaient étrangers aux forums, lieux des palabres politiques. Ils avaient l'impression d'être en dehors du coup et attendent tout des «commandos».

Les jeunes chômeurs émigrés à la ville, appelés ZOAM, (1) arrivaient à créer un courant dépassant le nationalisme. Ils différaient des paysans qui malgré la vie dure qu'ils mènent sont très attachés à la philosophie de propriété individuelle.

---

(1) Les ZOAM ont délibérément mis fin à leur organisation après 1972. Par contre une fraction a créé le ZMT rebaptisé plus tard TTS. Ces changements de nom correspondent à des phases de transformation de leur identité et de leur organisation. A présent les TTS sont devenus une institution sous-tutelle du Ministère de la Population.

Si les ZOAM, chômeurs de la ville voulaient bouleverser la structure profonde de la société et luttèrent pour une idée, les paysans vivant au rythme de la nature voulaient un changement qui ne bouscule pas leurs habitudes, ils combattaient pour vivre et vivre mieux. (1) A travers la détermination des ZOAM, des jeunes scolaires, des instituteurs, des notables, le mouvement de Mai 1972 ressemblait à un mouvement populiste. Ce que j'appelle populisme c'est « la manifestation d'un retard idéologique des masses en mouvement mais sans direction réelle ou avec une direction étrangère à leurs intérêts historiques même si celle-ci peut coïncider avec leurs revendications immédiates » (2).

## 2. - UN MOUVEMENT VIOLENT

Le deuxième aspect du mouvement de Mai fut son caractère très violent. Il y eut des arrestations massives, des fusillades, des centaines de blessés, des morts. A Ambalavao le 8 Mai, Modeste RANDRIANARISOA, 17 ans, leader du mouvement scolaire, trouve la mort, première victime de la répression. A Antananarivo, le samedi 13 Mai, selon la version officielle, il y eut 26 morts dont 19 manifestants et 7 F.R.S. ; et le lundi 15 Mai : 8 morts dont 5 manifestants et 3 F.R.S. A Majunga, province d'origine de TSIRANANA, la statue de ce dernier a été abattue et traînée à travers toute la ville déclenchant des heurts violents et mortels avec la police. Malgré la réputation des Malgaches, censés être non violents et respectueux du fihavanana, (3) malgré l'impact profond du christianisme dans les localités urbaines et dans les organisations de jeunesse, le mouvement de Mai fut le théâtre de scènes atroces, les journées du 13-15 Mai furent d'une violence extrême.

On peut se demander si le mouvement de Mai 72 avait sciemment été mené vers la violence. Rien, ni dans les tracts, ni dans les dispositions des manifestants, ne laissait entrevoir quelque volonté que ce soit d'utiliser la force. (4) Le 13 Mai, la foule se trouvait place de l'Indépendance, les mains nues. Du côté des acteurs, la violence n'était pas préméditée. Le mouvement est devenu violent parce qu'il a dû répondre à une attaque violente. L'extension du mouvement a provoqué une réaction de défense. La spontanéité a mis les travailleurs, les chômeurs, les étudiants, les étrangers dans l'expression active de l'indignation, et dans une poussée irrésistible vers une transformation sociale.

La violence a été à la fois le moyen d'introduire des problèmes nouveaux et de liquider les anciens. Il ne s'agit plus de formation des étudiants en Médecine de

(1) Voir article anonyme, *Esprit*, n° 423, Avril 1973, p. 1018.

(2) Fernando Mires, *Les Temps Modernes*, n° 323, Juin 1973 p. 1929.

(3) FIVAVANANA : Relation profonde - Solidarité-familiale.

(4) Mai 1972 a forgé le mot « rotaka » pour signifier un mouvement de contestation du pouvoir, mais un mouvement discipliné. Actuellement, « rotaka » évoque moins l'idée de contestation que celle du pillage, vandalisme.

Befelatanana, ni de concours d'entrée en sixième ou en seconde... Les nouveaux problèmes posés sont l'arbitraire du pouvoir, le changement nécessaire du personnel politique.

Par la violence, Mai 72 a détruit le mythe d'une société sans classes. Chez les jeunes de Mai, le mirage du fihavanana, a été balayé par des contradictions internes dans la société : « Le fanjakana ray aman-dreny » ; le pouvoir paternaliste n'hésite plus à faire tirer sur ses enfants quand il sent son pouvoir menacé. C'est la violence qui a créé la rupture, et la rupture a mobilisé. La grande manifestation du 15 Mai allant de Soarano au Palais d'Andafiavaratra en fut l'exemple.

Le fait essentiel n'est nullement l'attaque contre le PSD, mais la formation d'un grand mouvement social, l'union dans l'action et contre l'oppression, des éléments divers et divergents. Le mouvement a renversé entièrement la situation par la violence qui a répondu à la violence.

### 3. - UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ?

Cette violence ne signifie pas que la révolution ait réussi ou échoué. Il est faux de croire que là où il y a violence, là est la révolution. Partons du point de vue de Jacques ELLUL pour en faire ressortir quelques critères essentiels : « La révolution est forcément un acte d'opposition, de rupture : Elle est « contre »... Elle doit être pensée en fonction des structures de la société actuelle. Une révolution doit porter sur les structures. Elle doit dépasser l'évènement, le spectaculaire, le quotidien, l'actualité ». (1)

Mai 72 était un mouvement « d'opposition ». Il y avait une volonté de « rupture ». Des acteurs révolutionnaires (minoritaires) remettaient en question les « structures » de la société, les institutions de la République, le concept de propriété, etc... Ils voulaient un changement radical de la société. Le pouvoir, ils le définissaient comme adversaire direct à renverser. Ils ne luttaient donc pas dans le vide ; ils avaient en face d'eux le gouvernement.

Pendant, cette volonté de rupture n'était pas « pensée ». Elle était le fait d'un spontanisme national. L'éclatement désordonné d'un refus de la culture occidentale et de la société néo-coloniale a soudé les manifestants en un mouvement capable d'action, d'idées, de sentiments très divers. Le mouvement n'avait ni organisation politique, ni doctrine à suivre, ni programme à appliquer. Certes, l'idée d'un congrès national populaire lancée par un noyau d'entraîneurs fut acceptée par les grévistes. Mais quelle finalité donnèrent les manifestants au « Congrès populaire » ? Solution magique des problèmes ? Simple rassemblement national ? Futur organe des décisions politiques ? Couronnement spectaculaire des luttes ? Toutes ces idées confuses étaient contenues dans l'idée du congrès. Sans stratégie révolutionnaire, sans pensée directrice, le courant était à la merci de fluctuations conjoncturelles.

(1) J. Ellul : *Autopsie de la révolution* Ed. Colman-Levy, p. 294.

L'aspect le plus significatif sur le caractère révolutionnaire du mouvement de Mai se révèle dans le fameux problème de la « malgachisation ». A priori, la malgachisation a un aspect fortement nationaliste ; en fait où est la malgachisation, le vestige colonial ne peut pas être loin. Cependant prendre ce retour historique aux traditions perdues comme une pure réaction conservatrice serait ignorer la charge affective et dynamique que ce recours pourrait déclencher au niveau d'une prise de conscience collective pour la transformation sociale et culturelle. Ainsi, malgachisation devient à la fois : une volonté de rupture avec le passé et une fidélité profonde au passé.

Mai 72 n'est pas une révolution qui commence, c'est un mouvement populiste d'où pourraient naître des mouvements révolutionnaires.

### III. — RECOURS A L'ARMEE

Le 18 Mai 1972 à 15 h 45, le Président TSIRANANA annonce à la radio qu'il confie les pleins pouvoirs au général de division Gabriel RAMANANTSOA. Est-ce donc le dénouement de la tragédie du Mai malgache, ou l'annonce d'un second acte plus riche en mouvements ? On aurait du mal à comprendre que les acteurs PSD d'hier deviendront, par ce simple tomber de rideau, des spectateurs qui sauront apprécier l'œuvre des protagonistes gradés. En fait, tout le décor de la scène cache les intrigues des coulisses. Un acte politique voulu, fruit de mure réflexion, déclare officiellement TSIRANANA : « Devant les difficultés actuelles, et afin de préserver l'unité nationale, j'ai décidé de dissoudre le gouvernement, conformément à la réforme que j'ai préconisée à Antsohihy. Je donne pleins pouvoirs au général de division Gabriel RAMANANTSOA pour diriger le pays, et je le charge de former le nouveau gouvernement. Et j'ai confiance en la traditionnelle sagesse de RAMANANTSOA et de tous mes compatriotes pour surmonter ensemble les périls qui menacent la nation ».

L'armée, à travers RAMANANTSOA, devient la bouée de sauvetage devant « les périls qui menacent la nation ». Alors qu'en réalité, la Nation entière n'a jamais été autant soudée pour trouver son unité en dénonçant les injustices et annonçant avec force une nouvelle société plus fraternelle. TSIRANANA en faisant appel à RAMANANTSOA croit découvrir dans l'armée une solution à la fois nouvelle et efficace. Il la présente comme une chose longuement réfléchie, minimisant ainsi la pression de plus en plus radicale de la rue.

Recueillant les pleins pouvoirs des mains de TSIRANANA, que peut-on penser du comportement de l'armée dans le mouvement de Mai ? A aucun moment de la lutte, l'armée ne s'est engagée. Restée dans l'expectative, elle s'est retenue dans une attitude passive. Elle attendait. Quoi ? Qui ? Elle attendait sans doute qu'affaibli par leurs affrontements l'un ou l'autre camp s'appuie sur

elle. Sans avoir combattu, l'armée a récupéré, par omission, la couronne de la victoire. TSIRANANA trouve en elle une solution de rechange, et le Mai malgache, paradoxalement, une grande espérance.

Et pourtant, l'avènement de l'armée a stoppé tout travail à la base. Le KIM (1) voulant asseoir le fondement du socialisme sur la base et non sur un groupe d'officiers, fut le premier à se rendre compte que l'armée lui avait fauché l'herbe sous le pied. Mais pour la masse, l'état PSD étant abattu, le gouvernement TSIRANANA renversé, que peut-on attendre de plus ?

Remis de nouveau à sa place, c'est-à-dire hors des affaires qui le concernent, le peuple respire, jubile, démissionne, attend, lui aussi, des miracles. Et voilà le Général RAMANANTSOA devenu l'homme providentiel, pouvant redresser la situation sociale et économique et sauver le pays de la main mise de l'impérialisme et de la dictature d'un parti.

«Tahaka ny vary mandevy voatapo-drano» soit littéralement, comme du riz en train de bouillir auquel tout d'un coup on a ajouté de l'eau froide, le mouvement de Mai a été stoppé. L'armée l'a étouffé avant qu'il ne mûrisse. Ainsi demeure le Mai malgache, vague en furie, grandiose et brisée. Il ne faut ni le mythifier, ni sous-estimer son rôle.

D'une pierre, l'armée a donc fait deux coups : renverser le gouvernement PSD et freiner le mouvement de la rue. Mais pourquoi TSIRANANA a-t-il donné les pleins pouvoirs aux militaires ? Pourquoi des partis d'opposition ont-ils suggéré cet appel aux généraux au lieu de s'organiser pour prendre le pouvoir ? Pourquoi l'avènement de l'armée a-t-il produit un tel soulagement chez les hommes de la rue ? L'arrivée de l'armée au pouvoir vient de trois raisons essentielles : La structure administrative à la fois colossale et inefficace, la faiblesse des partis politiques sans idéologie capable de dynamiser les masses, et la prise de conscience collective d'une agression étrangère menaçant de ruiner la nation.

L'administration malgache reste toujours superposée à l'administration coloniale française. La création de nouvelles institutions depuis l'indépendance n'a nullement supprimé les habitudes bureaucratiques d'un régime présidentieliste.

---

(1) Le KIM, Komity Iombonan' ny Mpitolona (Comité de Lutte Commune) a imposé au général les conditions suivantes :

Le départ immédiat de Tsiranana ; l'abrogation des accords de coopération Franco-Malgaches de 1960 ; la tenue d'un congrès national populaire ; le caractère provisoire du pouvoir du Général, le temps d'asseoir le seul pouvoir légitime issu du Congrès national populaire ; la garantie de la liberté d'expression ; la libération des prisonniers politiques.

Le Général a rejeté : La demande d'éviction de Tsiranana pour préserver l'unité nationale ; la dénonciation immédiate des accords de coopération avec la France.

Mais il a accepté : La tenue du congrès national populaire, la liberté d'expression, la libération des prisonniers politiques.

Enfin, le Général a annoncé avant la tenue du Congrès, l'organisation d'un référendum fixant pour 5 ans la durée du pouvoir provisoire.

Tout le pouvoir est concentré dans les mains de l'exécutif dominé par le Président. Rien ne se réalise sans le fanjakàna (le gouvernement). Ce pouvoir est de plus centralisé dans la capitale. Antananarivo est suradministrée, surveillée, sur-politisée par rapport au reste de Madagascar.

Parti de la capitale, le mouvement de Mai se durcit là même où le pouvoir se conçoit. Une défaite enregistrée dans la capitale implique donc l'écroulement du Gouvernement. C'est la conséquence logique de la concentration et de la centralisation du pouvoir. Et comme le parti PSD n'est que le prolongement de l'appareil d'état, celui-ci grippé entraîne l'impuissance de celui-là. Face au mouvement de Mai, les états-majors de l'exécutif étaient divisés. L'éclatement du PSD était par conséquent inéluctable. Dans un pouvoir très centralisé l'effondrement de la tête provoque nécessairement l'éboulement de la base. Secoué par la pression de la rue, le gouvernement isolé, sans appui, chute. Son seul recours fut l'institution considérée comme neutre, compétente et fidèle : l'armée.

D'autre part, les formations politiques sont incapables à prendre le pouvoir. Leur quantité l'emporte sur leur qualité. On les appelle partis politiques parce qu'ils ont un statut, un bureau politique dont l'action ne dépasse guère les attaques verbales. Il faut noter la coïncidence permanente entre l'appartenance ethnique du fondateur et l'impact régional du parti. Ces formations politiques restent dans l'opposition parce qu'elles ne représentent aucun pouvoir. Sans véritable stratégie, leur doctrine se forge au hasard des discours. C'est ainsi que débordés, eux aussi par le mouvement de masse de Mai 1972, ils ne trouvent rien d'autre que s'appuyer sur les généraux, à l'instar de TSIRANANA.

Les partis se limitant à de petits calculs politiques au sommet se mettent, par ce fait, en dehors des actions de transformation sociale et culturelle. Ils ne peuvent donner une orientation précise aux luttes qui se sont déclenchées, au départ, sans eux. Le recours à cette armée passive traduit à la fois la peur des partis d'opposition, et leur faiblesse à susciter une dynamique de masse. L'aboutissement de la combativité des militants vers cette armée incolore et inodore est un test significatif de l'impuissance des forces organisationnelles de multiples mini-partis malgaches.

Le troisième motif qui explique l'arrivée de l'armée au pouvoir vient d'une prise de conscience collective nationaliste. Les entreprises étrangères contrôlent plus de 80 % de l'économie malgache. L'entourage immédiat et influent du Président de la République est composé strictement de ressortissants étrangers. Les malgaches ressentent mal cette présence massive, ils la jugent comme une agression à la souveraineté nationale. L'armée est donc appelée à jouer un rôle de premier plan : elle doit défendre la nation.

L'appel aux généraux au moment le plus tragique du Mai malgache répond à une réaction psychologique de la masse, face aux menaces de l'intérieur (la répression violente du gouvernement) et de l'extérieur (l'ingérence étrangère dans les affaires du pays). En période de conflit, la masse recherche un chef dont elle pense qu'il possède le moyen de la protéger.

Une prise de conscience nationaliste devant l'interférence étrangère, un éveil collectif du prestige national, un pouvoir politique éteint composé exclusivement de civils, une administration molle concentrée entre les mains d'une personne malade, une floraison de partis minuscules, sans idéologie ni action politique : le seul rempart paraît être l'armée.

## LE POUVOIR DES MILITAIRES

L'armée est donc une solution de sauvetage dans la panique et l'impuissance. «Provisoirement» elle est au pouvoir, résolue à réussir. «Propres nous sommes entrés, propres nous en sortirons» affirme plus tard RAMANANTSOA. Dans son premier discours public, le général, porté par des milliers de manifestants, place de l'Indépendance, évoque à la hâte les grandes lignes de son action : «Le Président de la République m'a donné les pleins pouvoirs. Je suis un militaire et ne suis pas un homme politique: Pour le bien du pays, la vie politique sera mise en sommeil. Je mettrai mon effort sur le domaine économique, social et culturel, au bénéfice des plus nécessiteux. Je vous demande de m'aider en reprenant le travail et en faisant preuve de discipline et de patience.

Je vais constituer un gouvernement apolitique de militaires et de techniciens. J'ai comme première ligne de conduite de développer l'unité nationale.

Malgaches, faites-moi confiance et aidez-moi à faire vivre notre pays dans l'unité, la joie et la fraternité retrouvée.»

Remplacer immédiatement une dictature d'un parti par une autorité militaire abusive, est psychologiquement impossible. L'armée est obligée d'inventer un ordre établi plus favorable au peuple: Elle doit prendre des mesures spectaculaires pour au moins donner l'impression de changement. (1) «Une nouvelle ère, la vraie indépendance, la deuxième république», commentent les observateurs. Antananarivo respirait une atmosphère révolutionnaire !

Un vent de libération souffle dans toute l'Ile. La parole fuse de partout, elle n'est plus propriété de l'Etat. De la peur contenue d'hier, jaillit un défoulement verbal (tora-po) salué comme la victoire éclatante de la révolution. C'est le rêve du grand soir, la fête de la parole retrouvée. Sans avoir fait sa propre révolution, l'armée va devoir guider le pays dans la «voie révolutionnaire».

---

(1) La suppression de l'impôt minimum fiscal, l'augmentation du prix d'achat au producteur du paddy de 16 FMG à 30 FMG entre 1972-1974.



Le changement c'est d'abord la mise en place de nouvelles institutions. Au niveau du gouvernement : l'entrée en scène politique de l'armée (1). Au niveau de l'assemblée nationale : un anti-parlementarisme qui aboutit à la dissolution des deux chambres. Au niveau économique : la création d'une Société Nationale de Commerce (SONACO) (2) et d'une Société d'Intérêt National de Produits Agricoles (SINPA). Au niveau administratif : la restructuration de la vie publique autour du Fokonolona. Au niveau politique : la méfiance à l'égard du jeu partisan, la volonté de malgachisation et de souveraineté nationale dont les implications majeures sont :

– L'abrogation des accords de coopérations franco-malgaches signés en 1960 par les accords-cadre du 4 Juin 1973 : sortie de la zone franc, évacuation des bases militaires d'Ivato et d'Antsiranana (Diégo-Suarez).

– La fermeture de la station américaine de la NASA à Imerintsiatosika.

– Le lancement d'ouverture diplomatique « tous azimuts » sur la base d'un engagement auprès des non-alignés.

L'analyse de l'équipe gouvernementale constituée par le Général RAMANTSOA, composée de 5 militaires et 6 civils et dans laquelle l'équilibre régional est habilement établi, révèle à priori un changement de direction mais camoufle cependant des habitudes conservatrices apolitiques. La participation active de l'armée dans l'organisation effective de la vie politique malgache est un phénomène sans précédent. Hommes de commandement dans les casernes, les officiers supérieurs, sans expérience mais avec conviction, prennent désormais en main la destinée de la nation.

---

(1) Une fois installée au pouvoir, l'armée qui détient le monopole de la force et de la violence bouscule, d'une façon générale, par sa présence même, les principes démocratiques d'acquisition du pouvoir en substituant les armes aux urnes.

(2) Sous la RDM la SONACO est dissoute suivant le décret 83-254 du 5 Juillet 1983.

**LE GOUVERNEMENT DU GENERAL RAMANANTSOA :  
MAI 1972 A JANVIER 1975**

<i><b>Chef du Gouvernement, Chargé de la Défense Nationale et des Forces Armées</b></i>	: Général RAMANANTSOA Gabriel
<i><b>Ministre de l'Aménagement du Territoire</b></i>	: Général de Brigade ANDRIAMAHAZO Gilles
<i><b>Ministre de la Justice, Garde des Sceaux</b></i>	: ANDRIANADA Jacques
<i><b>Ministre des Affaires Etrangères</b></i>	: Capitaine de Frégate RATSIRAKA Didier
<i><b>Ministre des Affaires Culturelles et Education Nationale</b></i>	: Dr MANAMBELONA Justin
<i><b>Ministre de l'Economie et Finances</b></i>	: RAMAROSON Albert Marie
<i><b>Ministre des Affaires Sociales</b></i>	: Dr ZAFY Albert
<i><b>Ministre de l'Intérieur et Commandant de la Gendarmerie</b></i>	: Colonel RATSIMANDRAVA Richard
<i><b>Ministre de l'Information</b></i>	: Commandant RAKOTOMALALA Joël
<i><b>Ministre du Développement Rural</b></i>	: Dr. RAKOTOVAHINY Emmanuel
<i><b>Ministre de la Fonction Publique, des Lois Sociale et du Travail</b></i>	: RAJAKOBA Daniel

**LES CHEFS DE PROVINCE : MAI 1972 - JANVIER 1975**

<i><b>Antananarivo</b></i>	: Commandant RAZAFINTSALAMA Raymond
<i><b>Antsirana</b></i>	: Capitaine de Corvette SIBON Guy
<i><b>Fianarantsoa</b></i>	: Lieutenant-Colonel RAKOTONIRAINY Lucien
<i><b>Mahajanga</b></i>	: Commandant MAMPILA Jaona
<i><b>Toamasina</b></i>	: Capitaine RAVELOSON Christophe
<i><b>Toliary</b></i>	: Capitaine SOJA

Dépourvus de programme précis, les hommes de l'armée sont cependant appelés à réaliser les espérances du Mai 72. Livrés à eux-mêmes, ils craignent de devoir tâtonner trop longtemps ; faire équipe avec des techniciens, des civils compétents et droits comme eux, leur semble la meilleure tactique.

L'entrée des techniciens malgaches au sein du Gouvernement va orienter la direction du nouveau système. De l'intoxication politique PSD, Madagascar passe au culte de la technique. Le respect dû aux techniciens succède à la soumission aux hommes politiques. L'idée scientifique, prend la relève du discours démagogique. C'est une innovation remarquable, du fait que jadis, la couche intellectuelle était à quelques exceptions près, repoussée par TSIRANANA. Elle gênait, disait-on, les assistants techniques étrangers ; mais elle se tenait aussi loin de la masse, formant ainsi une classe, la classe technocratique. Il y a un fossé énorme entre son standing de vie, son type de consommation et la réalité de l'immense majorité. La technocratie malgache s'était trouvée mise à l'écart du pouvoir et séparée du peuple.

Aujourd'hui, l'armée la porte au premier rang de grandes décisions politiques. Les militaires ont besoin d'elle pour gouverner. La politique devient affaire des experts et des spécialistes. Cette forme de Gouvernement appelle trois remarques.

Dans une société élitiste fortement hiérarchisée comme Madagascar, un régime apolitique composé de militaires et de technocrates demeure l'organisation la plus adaptée, c'est-à-dire la plus efficace pour exploiter. Le système à structure pyramidale crée une division dans laquelle la tête monopolise les informations, pense, décide, et la base obéit, exécute.

Deuxièmement, qui dit technocrate dit produit fabriqué par l'école. Or, dès l'origine, la répartition de la scolarité ignorait l'égalité. La loi sur l'obligation scolaire n'enlève rien à cette inégalité de fait. Le pouvoir sera donc le monopole d'une minorité. Malgré l'affirmation officielle de l'« unité nationale », il sèmera des tensions, des complexes et des conflits entre régions.

Troisièmement, le sectarisme technocratique (1) forme dans l'appareil d'Etat, de petits groupes plus ou moins fermés, que l'on appelle « clubs », « féodalités techniques », « mafia ». A cause des rivalités entre ces groupes technocratiques isolés, des secteurs entiers de l'administration, de l'armée, des banques, des entreprises publiques sont colonisés par tel ou tel club. Ce club, par ses croyances idéologiques, fait passer avant l'intérêt général ses avantages matériels, son prestige moral, ses rancunes collectives, ses principes d'action.

En fait, le PSD est ici encore érigé en modèle ; il s'agit pour l'armée d'opérer par simple inversion. Sous le règne du PSD, le terme « politique » a été galvaudé par les discours électoraux ridicules et la corruption de nombreuses personnalités publiques. Tenant la politique comme l'origine du mal, l'armée procède au raisonnement suivant : surpolitisation destructrice du temps de TSIRANANA, dépolitisation constructive après le PSD. Du pouvoir politique des civils, il faut passer au gouvernement apolitique des militaires. RAMANANTSOA et toute son équipe

---

(1) Il y eut un temps où la concurrence entre « écoles » (Saint Cyr, Melun, etc) semble gagner et traumatiser les officiers supérieurs.

veulent réaliser ce que le PSD n'a pas su faire. L'apolitisme signifie ici la politique du contre-pied (1).

### **LE CADRE CONSTITUTIONNEL**

Recevant les « pleins pouvoirs » de la main de TSIRANANA sous la pression de la rue, le Général RAMANANTSOA veut à la fois couper tout rapport organique avec lui et repousser la tendance radicale des militants de Mai. Tirer à lui la légitimité nationale et s'installer au pouvoir avec bonne conscience.

Le 8 octobre 1972, Madagascar devait répondre à la question suivante : « acceptez-vous le projet de la loi référendaire, qui permettra au Général RAMANANTSOA et à son gouvernement d'unité nationale, de réaliser pendant 5 ans les transformations indispensables au renouveau, et d'instaurer dans la vie publique un climat conforme aux vœux du peuple ? » Le peuple doit voter une loi qui « sera exécutée comme nouvelle loi constitutionnelle provisoire de la République déterminant le cadre dans lequel les militaires vont gouverner pendant 5 ans ». (2)

Du côté du gouvernement, le verdict électoral « définira le choix entre le progrès dans l'ordre, ou l'anarchie, le sang et le chaos » (3) Invitant le peuple à se prononcer en sa faveur, le Général affirme : « Votre NON majoritaire mettrait fin à l'espoir et à la liberté. Il entraînera le départ immédiat du gouvernement. Par votre OUI sincère, vous soutiendrez le gouvernement dans la voie de la rénovation ». (3)

#### **RESULTAT DU REFERENDUM DU 8 OCTOBRE**

- Nombre de bureau de vote	:	11 408	
- Nombre des Inscrits	:	3 453 722	
- Nombre des votants	:	2 897 819	
- Suffrages exprimés	:	2 875 988	
- Voix obtenues	OUI	: 2 773 483	= 96 %
	NON	: 102 506	

Ainsi à neuf mois à peine d'intervalle, l'électorat malgache s'est prononcé aux suffrages universels, avec le même pourcentage de voix, sur deux questions

- 
- (1) A deux reprises, le 27 Juillet 1972 et 31 Août 1973, Ramanantsoa a essayé de définir un programme politique global.
  - (2) Selon l'article 3 de cette loi, le peuple n'a plus le droit d'élire le Chef de l'Etat durant cette période.
  - (3) Discours de RAMANANTSOA le 24 Septembre 1972.

opposées. (1) Quelle valeur doit-on accorder à ce référendum-acclamation ? Dans quelle mesure, en effet, les Malgaches ont-ils pu lire le texte référendaire, le comprendre et le juger ? Quelle peut donc être la signification politique de leur réponse ? Les motivations des 96 % des oui sont multiples, voire contradictoires.

Pour les uns, c'est un oui qui se borne à un non à TSIRANANA pour barrer la route aux PSD. Pour les autres, c'est un oui dicté par un constat d'échec de l'ancien régime : ici le ras le bol, là un sursaut d'espérance. Pour certains, le oui c'est la voie d'une issue personnelle, la coupure officielle avec les anciens « camarades » d'antan.

RAMANANTSOA, dans ce nouveau cadre constitutionnel, voulait deux choses : le départ immédiat du Président TSIRANANA de qui il a reçu les pouvoirs, et la confiance totale de la population. La première, il l'a obtenue de suite, TSIRANANA a fait son « veloma mandrakizay » (adieu pour toujours) le 11 Octobre 1972. (2) Pour la seconde, le plébiscite a certes ratifié ses pleins pouvoirs, mais cela ne signifie pas un appui populaire réel. Des études sur la sociologie électorale malgache pourraient confirmer cette hypothèse.

Au terme de l'article 7 de la loi référendaire, « les institutions provisoires de la République sont constituées par le Gouvernement, le Conseil Supérieur des Institutions, le Conseil National Populaire du Développement ». Ce dernier, défini comme une Assemblée consultative, « seul cadre légal du dialogue entre le peuple et le gouvernement » (3), a pour attribution de « proposer l'orientation à donner aux affaires économiques et sociales de la Nation ». Le CNPD n'a aucun pouvoir législatif et ne doit procéder d'un esprit parlementaire, ni s'adonner aux jeux stériles des partis. Face au pouvoir absolu du gouvernement, il s'est attribué au fil des jours, la fonction de contrôle, voir même d'opposition.

## LA CRISE COMME CONCLUSION

Après deux années d'existence, le « gouvernement d'union nationale », tombait dans une crise de zizanies inextricables. L'une des causes profondes de cette crise était l'absence d'une idéologie mobilisatrice. Les hommes de Ramanantsoa n'avaient, au début, que la somme de leurs propres convictions personnelles comme programme commun. Privés d'organisation politique cohérente ils transposaient leurs rancunes personnelles en raison d'état.

- 
- (1) Le 30 Janvier 1972 TSIRANANA pour son 3ème Septennat est élu Président de la République avec 99,7 % des voix. Le 8 octobre RAMANANTSOA Obtient le même score. Et pourtant la victoire de ce dernier signifie la défaite du premier.
  - (2) L'ancien Président TSIRANANA, est mort le 16 Avril 1978 à l'hôpital Befelatanana d'Antananarivo. Un deuil national a été décrété par le pouvoir révolutionnaire.
  - (3) Ordonnance 73 016 portant création du CNPD.

Vers décembre 1974 – Janvier 1975, des menaces de coup d'Etat planaient lourdement dans la capitale. Le problème s'était cristallisé dans le corps des forces armées. « Certains officiers auraient-ils alors décidé de faire quelque chose pour sauver le pays et sauver l'honneur des forces armées ? » (1) La réponse de RAMANANTSOA à la traditionnelle présentation des vœux des forces armées, insistant fortement sur « l'unité », laissait entrevoir la fissure : « les forces armées doivent faire honneur à leur uniforme... dans la discipline la plus rigoureuse, discipline qui constitue la force d'une armée digne de ce nom ».

Il faut dire que les difficultés au sein des forces armées ne surgissaient pas d'un simple incident conjoncturel dû à des actes isolés de tels ou tels officiers ayant perdu le sens de la discipline. Ce sont des problèmes structurels qui n'exploreront au grand jour qu'à partir de ce moment.

Déjà sous l'Etat PSD, TSIRANANA voyait mal la domination des officiers supérieurs Merina dans l'armée. Cette hégémonie vient de la supériorité des infrastructures et organisations scolaires sur les Hauts-Plateaux : seuls ceux qui avaient leur baccalauréat pouvaient faire Saint-Cyr, et donc prétendre à des postes de commandement supérieur. Structurée selon le modèle de l'armée française, celle de Madagascar ne pouvait, aux premières années de l'Indépendance, qu'accuser ce genre de clivage à l'avantage de ceux qui avaient eu un accès plus facile à l'école.

Le PSD voulut d'abord établir l'équilibre en facilitant la promotion des officiers montés par le rang, puis en créant subtilement au sein des forces armées une sorte d'auto-surveillance mutuelle entre Armée—Gendarmerie—FRS. Grâce à cette manœuvre du Président TSIRANANA, beaucoup de sous-officiers de l'armée coloniale, trouvaient une promotion lente mais capable à long terme de contrôler le pouvoir de la bourgeoisie Merina à l'intérieur de l'armée.

Sans doute TSIRANANA n'avait-il pas l'intention de diviser les forces armées, mais la présence massive des officiers supérieurs Merina lui faisait peur. Aussi chercha-t-il à détacher vers la présidence la gendarmerie, commandée jusqu'à 1969 par son ami français BOCCHINO. Cette force, composée de 4 000 hommes saurait tenir tête à l'armée de terre composée de 7 000 hommes mais dont l'équipement en armes était pratiquement égal à celui de la gendarmerie. En troisième position : RESAMPA créa en 1966 les Forces Républicaines de Sécurité, police para-militaire bien entraînée et fortement équipée, rattachée directement au Ministère de l'Intérieur.

Durant les dix premières années de l'indépendance, ce problème d'équilibre interne des forces armées n'apparut pas sur la scène politique. Mais depuis le soulèvement du Sud en Avril 1971, où la gendarmerie sous la direction de RATSIMANDRAVA écrasa énergiquement le mouvement en répondant de suite

---

(1) Lumière du 12 Janvier 1975.

aux ordres de la présidence, (1) les forces armées étaient perçues à la fois comme un système de protection et de répression. L'armée de terre, en refusant de participer à la « pacification » du Sud, avait implicitement désavoué les pouvoirs publics et la gendarmerie, sans témoigner davantage de soutien aux insurgés.

En Mai 1972, ni la gendarmerie, ni l'armée ne sont intervenues pour protéger le régime. La gendarmerie dont la majorité du recrutement s'opérait au niveau de la masse, avait su tirer toutes les leçons de la répression du Sud et n'a plus bougé. L'Etat-major de l'armée, agacée par la manœuvre ethnique de l'Etat PSD, souhaitait son dépérissement sans toutefois agir pour sa disparition.

En 1974, les problèmes du régime RAMANANTSOA allaient se cristalliser dans le cadre des forces armées : lutte d'influence entre la gendarmerie et l'armée de terre, lutte de promotion et de fonction entre les officiers d'origine Merina et les autres. Le clivage de l'hégémonie Merina dans l'administration et la vie économique se reproduit dans les casernes.

Par son caractère sans précédent, cette crise au sein d'une armée considérée jusque là comme une institution saine et intègre, prenait des proportions dramatiques. L'armée est malade, mais sa maladie provoque une paralysie de la vie nationale, effet logique de l'abandon total des Malgaches entre ses mains depuis le référendum du 8 octobre 1972. De cette expérience tragique, le gouvernement de la « révolution socialiste Malgache » tirera des leçons concrètes, entre autres, la restructuration de l'armée d'Etat-Major en « forces armées populaires ».

Divisé à l'intérieur, contesté de l'extérieur, le gouvernement RAMANANTSOA est condamné à disparaître. Le 25 Janvier 1975, le Général le dissout. « Notre pays, dit-il, comme tous les pays du monde, traverse actuellement une période difficile. Devant les différents problèmes qui existent et auxquels nous devons faire face, la direction des affaires nationales et le gouvernement ont besoin d'un souffle nouveau. Aussi, après avoir mûrement réfléchi, j'ai décidé de dissoudre le gouvernement ». Du coup, la lutte pour la prise du pouvoir est ouverte (2)

André Rasolo  
Responsable Pédagogique  
de la Filière Sociologie

---

(1) Il semble que l'Etat-major de l'armée ait refusé d'obéir à ses ordres. Le Colonel RATSIMANDRAVA, considéré comme un homme d'ordre, agissait en bon militaire, ignorant encore les conséquences politiques de son action.

(2) Durant les six premiers mois de 1975, quatre chefs d'Etat se sont succédés : le Général Ramanantsoa part le 5 Février, le Colonel Ratsimandrava le 11 Février, le Général Andriamahazo le 14 Juin, le Capitaine de Frégate Ratsiraka arrive le 15 Juin.